



Luttons et victoires en Ile-et-Vilaine

Le collège GANDHI de Fougères : une mobilisation courageuse qui va porter ses fruits !

Après 2 jours et demi de débrayage, la communauté éducative, le pôle médico-social et la secrétaire administrative, soutenus par les représentants des parents d'élèves du collège obtiennent un rendez vous d'urgence avec le DASEN.

Les personnels du collège voyaient leur cadre professionnel local se dégrader. La fermeture du collège a provoqué d'urgence un rdv. Rapport de force en leur faveur, obligeant le DASEN à vite réagir.

Sans tarder, les engagements sont là et sont nombreux:

- Un AED supplémentaire ainsi qu'un temps partiel pour conforter le pôle médical
- Le remplacement immédiat en Lettres et EFIV après 5 semaines de service interrompu
- Amélioration du dispositif EFIV (enfants de familles itinérantes): plus d'heures consacrées et mise en place d'un groupe de travail sur le sujet
- Le soutien du classement en REP
- HSE supplémentaires
- La libération plus aisée de plages horaires sur le temps scolaire pour faciliter les temps de concertation entre équipe
- Une rencontre avec la Vice Présidente du Département pour évoquer des questions budgétaires

Ce ne sont certes que des engagements, mais ceux-ci sont forts, et les personnels resteront attentif.ves à leur mise en place à la rentrée.

Nous voyons là un excellent exemple de mobilisation locale, qui permet, par le débrayage et donc l'augmentation du rapport de force, d'obtenir des revendications.

Nous leur souhaitons bon courage pour la suite de la mobilisation et assurons notre soutien à toute l'équipe du collège.

Etienne ALLOT

Analyse du contexte politique

Ils nous auront tout fait, spécialistes de la mise en place de mesures sans arrêtés (PACTE, Choc des Savoirs...), de manière à laisser les Chef.fes d'établissement endosser la responsabilité de la mise en action et des désorganisations qui s'en suivent, les voilà qui publient un décret permettant en urgence d'économiser 10 milliards d'euros sur le budget 2024.

Sans surprise, c'est le secteur de l'écologie et du développement durable qui en pâtit le plus. L'enseignement scolaire se voit supprimer 700 millions : 4600 postes d'AED et d'AESH, près de 4500 postes d'enseignant.es (primaire et secondaire).

La mise en place du choc des savoirs peut dès lors se questionner : qu'en est-il des redéploiements de postes prévus ? Utiliseront-ils de fait l'argument de la coupe budgétaire pour faire des économies sur nos carrières et poursuivre le détricotage de nos statuts ? Il faut s'y attendre.

Ils savent qu'ils ne sont pas populaires, mais comme le dit Edouard Philippe (cf newsletter), « ça passe ». Ces personnes n'ont aucune morale, aucun respect, aucune dignité, aucune valeur, si ce n'est celles du marché, ou du nihilisme.

Ils tentent et prennent la température des réactions. La réaction et la fatigue ne peuvent leur laisser le droit de détruire les conquies sociaux du 20e siècle.

Ils sont débridés, ils sont fous, ils iront jusqu'au bout. Déterminés à casser le secteur public pour y installer les codes libéraux afin d'offrir de nouvelles opportunités au marché, seuls la profession et les usagers peuvent s'y opposer.

Etienne ALLOT

Pendant ce temps là dans le monde...



Depuis novembre 2023, le secteur public Québécois est en ébullition. Face au décrochage des salaires par rapport à l'inflation (près de 18%), le front commun syndical (sorte d'hyper intersyndicale) se mobilise en force et négocie une nouvelle convention collective pour le public. Près de **600 000 employé.es** du monde de la santé, de l'enseignement, des services sociaux, etc. se mettent en grève sur l'ensemble du mois de novembre, ferment les établissements scolaires...

Un compromis en faveur des employé.es est trouvé : une **augmentation de 17,4% du salaires** plus 3% en cas de poursuite de l'inflation. À cela s'ajoutent une 5e semaine de congé après 15ans de services (au lieu de 17), une amélioration du régime des droits parentaux, du régime de retraite ainsi que de multiples bonifications (voir sur le site du front commun).

Encore une fois, la mobilisation est coûteuse en temps, en énergie, mais peut payer !

Etienne ALLOT



Même par -3°C, les profs d'EPS mouillent le maillot pour raviver la flamme de l'EPS !